Adopté par l'Assemblée des délégués du PLR.Les Libéraux-Radicaux le 28 juin 2025

Protéger le porte-monnaie de la classe moyenne.

Rendre l'Etat plus efficient.

Vivre mieux.

S'engager pour toutes celles et ceux qui se lèvent tôt.

La Suisse est l'un des pays les plus prospères au monde. Son succès repose sur un modèle simple fondé sur la liberté, la responsabilité individuelle et la prise en compte des besoins des plus faibles.

Mais ce modèle est à la peine. Les politiciens de l'UDC, du PS et du Centre promettent monts et merveilles à la population. L'UDC sait pertinemment que la Suisse doit une grande partie de son succès à son économie d'exportation. Malgré cela, ce parti promet une souveraineté absolue de la Suisse, chose qui n'a jamais existé. Le Centre sait lui aussi que les rentes AVS décidées aujourd'hui ne sont pas encore financées - et pourtant, il exige des versements de rentes plus élevés qui auraient pour conséquence des prélèvements salariaux et une TVA augmentée. Avec ses politiques dépensières, la gauche attaque frontalement le porte-monnaie de la classe moyenne ainsi que les PME tout en sachant pertinemment que sans un secteur privé fort, aucune prestation sociale ne peut être financée.

Notre pays se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les guerres, les crises et un avenir incertain obligent la Suisse à décider quelles tâches l'Etat doit encore assumer. Dans ce papier de position, le PLR présente un programme en 9 points pour protéger les places de travail et le porte-monnaie de la population. Celles et ceux qui se lèvent tôt doivent pouvoir profiter des fruits de leur labeur. L'État doit se recentrer sur ses tâches régaliennes pour ne pas étouffer les citoyennes et les citoyens sous des charges salariales, des taxes et des impôts toujours plus élevés. Les citoyennes et les citoyens doivent à nouveau avoir l'opportunité de se réaliser et devenir acteur de leur propre vie. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons continuer à avoir un pays prospère et un filet social pérenne qui protège les plus faibles.

PLR
Les Libéraux-Radicaux

Protéger le porte-monnaie de la classe moyenne.

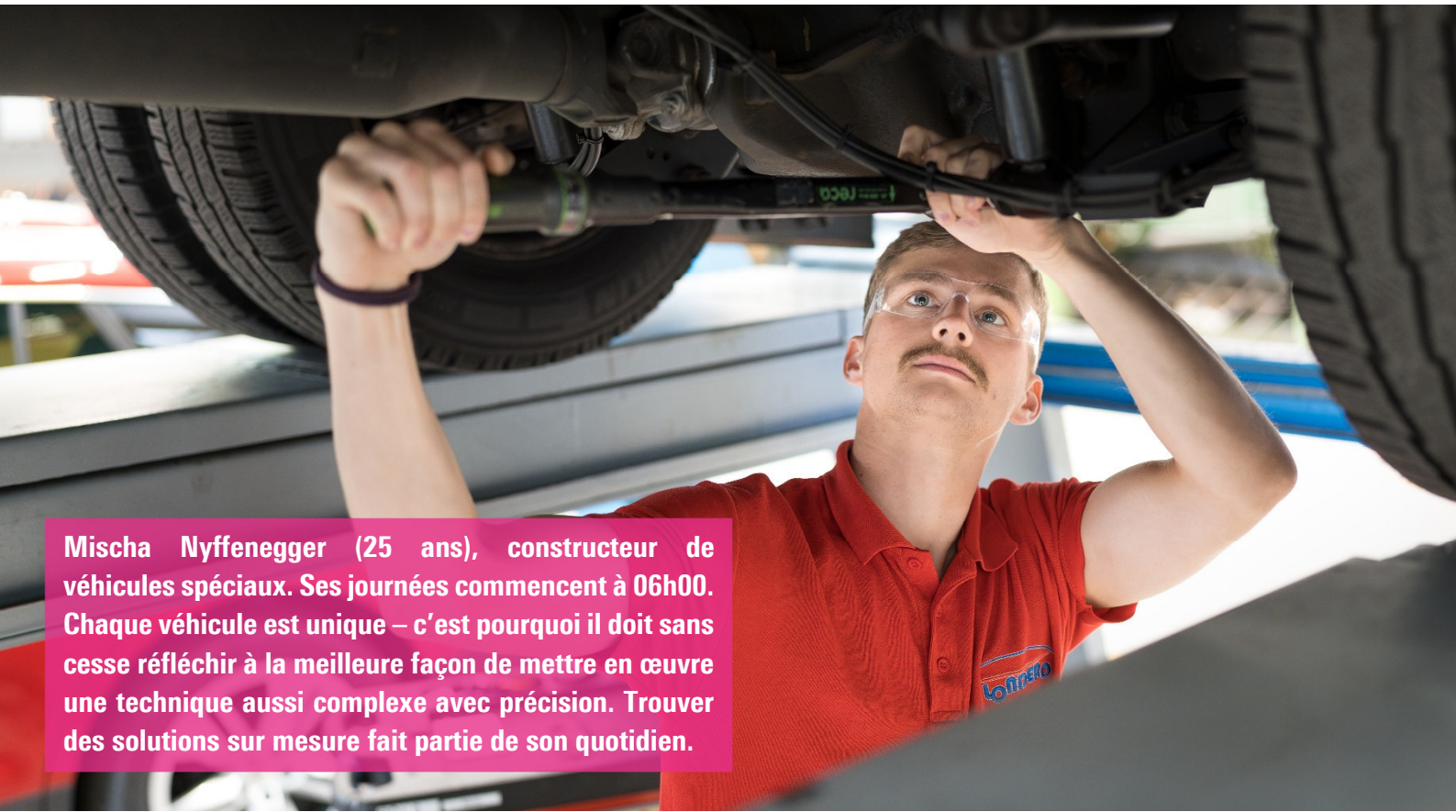
1 Pas de nouveaux impôts

Le PLR empêchera que le porte-monnaie des citoyennes et les citoyens soit grevé par de nouvelles taxes, redevances et impôts. Le travail donne un sens à la vie et permet à chacune et à chacun de se réaliser et d'être indépendant. Aujourd'hui déjà, l'État intervient à plusieurs niveaux en taxant le travail et la consommation. L'écart entre ce que les employeurs paient et ce qui revient aux employées et employés est beaucoup trop important en Suisse. La gauche se vante de vouloir plus de « pouvoir d'achat », mais veut ponctionner encore davantage les salaires et taxer encore plus lourdement les achats quotidiens. Cela doit cesser !

Nous n'accepterons pas une augmentation des charges salariales, même minime, et nous nous opposerons à toute hausse d'impôts. Il est inadmissible que les citoyennes et les citoyens ne puissent pas décider eux-mêmes de l'utilisation de leur argent. Pour le PLR, il est clair que le travail doit à nouveau être rémunérateur. La charge fiscale et les prélèvements obligatoires doivent diminuer. Outre la compensation de la progression à froid due à la dépréciation monétaire, cela inclut également la compensation de la progression à chaud, qui entraîne des taux d'imposition toujours plus élevés en raison des gains de productivité. Ce n'est qu'en allégeant la charge fiscale que l'on pourra faire en sorte que le travail soit à nouveau rémunérateur pour la classe moyenne.

2 Une aide sociale pour celles et ceux qui en ont vraiment besoin

Le PLR soutient un filet social pérenne et efficient, maillon essentiel de la cohésion de notre pays. Les dernières années ont été bonnes sur le plan économique. C'est pourquoi il y a aujourd'hui moins de personnes à l'aide sociale qu'en 2019 par exemple. Au lieu de s'en réjouir, l'administration cherche activement à étendre l'Etat social et finance désormais les clubs de boxe et des cours de piano. De ce fait, en cas de nouvelle crise économique, l'explosion des coûts de l'aide sociale se fera indubitablement au détriment de la classe moyenne. Grâce à d'innombrables allocations supplémentaires, certains bénéficiaires de l'aide sociale sont financièrement mieux



Mischa Nyffenegger (25 ans), constructeur de véhicules spéciaux. Ses journées commencent à 06h00. Chaque véhicule est unique – c'est pourquoi il doit sans cesse réfléchir à la meilleure façon de mettre en œuvre une technique aussi complexe avec précision. Trouver des solutions sur mesure fait partie de son quotidien.

lotis que s'ils travaillaient. La Conférence suisse des institutions d'action sociale (CSIAS) a récemment décidé d'une nouvelle réforme mal inspirée. La CSIAS veut s'éloigner de l'aide d'urgence, elle transforme l'aide sociale en une sorte d'assurance tous risques. Cela rend plus difficile la reprise d'une vie autonome pour les personnes concernées.

Il serait juste de davantage responsabiliser les bénéficiaires de l'aide sociale. Il est nécessaire d'avoir un écart entre le revenu provenant de l'aide sociale et celui provenant du travail (principe d'écart salarial). Celles et ceux qui travaillent doivent dans tous les cas avoir plus dans leur poche que celles et ceux qui vivent de l'aide sociale. Avant que la gauche ne se lance dans une réglementation effrénée, précisons que l'écart salarial nécessite des allocations adaptées dans le cadre de l'aide sociale, et non des salaires minimums. Comme on le voit en France, les salaires minimums détruisent des emplois et plongent davantage de personnes dans le besoin.

Au-delà de l'aide sociale, l'État doit être plus prudent dans sa distribution des aides financières, des prestations de soutien et des subventions. Distribuer de l'argent sans contre-prestation, c'est pénaliser celles et ceux qui travaillent.

3 Le libre-échange, garant de nos emplois et de notre prospérité

Les droits de douane, les guerres et la nouvelle donne en matière de géopolitique affaiblissent le commerce mondial. Que faut-il faire ? Sanctionner les Etats belligérants et miser sur le libre-échange avec le reste du monde. Ce n'est que grâce à une fiscalité attractive, à un marché du travail libéral et à l'ouverture économique que notre pays s'est établi parmi les leaders mondiaux.

Une politique isolationniste "Switzerland first", similaire à celle actuellement décrétée par le président américain, serait catastrophique pour la Suisse. Le train Flirt de Stadler est certes assemblé en Thurgovie mais les centaines de pièces détachées proviennent des quatre coins de la planète. Le libre-échange n'apporte pas seulement la prospérité, il garantit également une concurrence saine qui a notamment pour avantage de remettre en cause les structures sclérosées et les cartels. Davantage de concurrence limite également le pouvoir de l'administration et des lobbies.

Les échanges commerciaux avec les pays de l'Union européenne sont prépondérants pour la Suisse, ses PME, ses grandes entreprises ainsi que ses emplois. L'UE achète près de la moitié de nos biens et services. Les pays de l'UE fournissent également la majeure partie de nos importations. Les accords bilatéraux ont rendu notre pays plus prospère par habitant que presque tous les États membres de l'UE (le Luxembourg arrive en tête), car ils harmonisent les normes techniques et facilitent ainsi les échanges commerciaux. Ils protègent également la Suisse contre l'adhésion à l'UE. Les accords bilatéraux empêchent aussi le chaos en matière d'asile. Sans lesdits accords, tout demandeur d'asile débouté dans l'UE pourrait déposer une deuxième demande en Suisse. Même si Donald Trump devait renoncer aux droits de douane les plus punitifs, l'incertitude économique persistera. Cette incertitude pèse sur l'économie d'exportation suisse, sur les PME et sur des milliers de place de travail. Les accords bilatéraux et de libre-échange sont plus importants que jamais. Le PLR demande donc la mise en œuvre rapide de l'accord avec l'Inde, la conclusion d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur, le Vietnam ainsi que l'actualisation des accords existants avec la Chine, le Japon et le Mexique. Des entretiens exploratoires sont également nécessaires avec les Etats-Unis. Aucun secteur ne doit entraver ces discussions, qui sont d'une importance capitale pour un petit pays ouvert sur le monde comme le nôtre.

Rendre l'Etat plus efficient.

4 Garantir la cohésion intergénérationnelle

Le frein à l'endettement est censé protéger les générations futures du manque de prudence des politiques. Mais en contournant ce frein à l'endettement, la politique a creusé un nouveau trou financier de plusieurs milliards. Il ne s'agit pas de dettes publiques, mais de promesses de retraites non financées. Les experts sont unanimes : le système de retraite par répartition atteint ses limites. Lorsque l'AVS a été créée en 1948, l'espérance de vie d'une personne de 65 ans était de 14 ans. Aujourd'hui, elle est déjà de 24 ans, et la tendance est à la hausse. À l'époque, il y avait six personnes actives pour chaque retraité. Aujourd'hui, on compte trois personnes en âge de travailler pour une personne de plus de 65 ans. D'ici 2050, il n'y en aura plus que deux.

Les promesses actuelles de l'AVS s'élèvent à pas moins de 1200 milliards de francs. La gauche, le Centre et l'UDC promettent des cadeaux à la population que la classe moyenne devra indubitablement payer. Nous, les Libéraux-Radicaux, avons une image plus positive de la génération des retraités. Nous savons qu'elle connaît mieux que quiconque la valeur du travail, de l'entraide et de la responsabilité. C'est pourquoi le PLR continuera à se battre aux côtés des retraitées et retraités, pour les générations actives, les plus jeunes et toutes celles et ceux qui ne sont pas encore nés. Il est clair que les personnes qui exercent des métiers physiquement pénibles ne peuvent pas travailler aussi longtemps qu'une personne travaillant dans un bureau. Il est aussi clair qu'on ne peut pas faire payer la facture aux jeunes, ni écarter les personnes plus âgées du marché du travail. Afin de garantir la cohésion intergénérationnelle, il est grand temps de réformer le système de prévoyance vieillesse et de réexaminer l'âge de départ à la retraite. Il n'est pas réaliste que celui-ci reste figé à 65 ans.

Susana Fabro (42 ans) et Maria Marinelli (27 ans) travaillent dans la production électronique chez Baumer, une entreprise spécialisée dans la fabrication de capteurs. Dans leur travail, la précision et le travail d'équipe sont essentiels.

5 Freiner la croissance continue des dépenses fédérales

Pendant des décennies, la Berne fédérale n'a cessé de décider de nouvelles dépenses et de subventions. Aujourd'hui, la Confédération s'enfonce dans les chiffres rouges. Le "programme d'allégement budgétaire 2027" constitue un premier pas important. Celui-ci est indispensable pour endiguer les dépenses excessives du Parlement, tout en garantissant le réarmement nécessaire de l'armée. Après avoir délaissé notre capacité de défense pendant les longues années relativement pacifiques qui ont suivi la guerre froide, nous devons aujourd'hui redéfinir nos priorités. C'est le seul moyen de préserver la liberté et la sécurité de la Suisse.

La Confédération dépense chaque année environ 85 milliards de francs. Plus de la moitié de cette somme est constituée de subventions. L'administration fédérale dispose d'un important potentiel d'amélioration de son efficience. Le programme d'allègement 27 permet de renoncer à des dépenses de l'ordre de trois à quatre milliards de francs, c'est-à-dire précisément à l'argent qui manque dans le budget de la Confédération. Le PS fait preuve de malhonnêteté quand il parle de « projet d'austérité » pour un ajustement aussi minime des dépenses. Ce programme d'allègement 27 n'est pas une cure d'austérité mais bien un frein à la croissance continue des dépenses fédérales. Malgré ce paquet, les dépenses fédérales continueront d'augmenter, mais un peu moins rapidement. Il serait également faux de détricoter ce programme d'allègement et de négocier chaque dépense séparément au Parlement, le principe d'égalité des sacrifices serait remis en cause et les lobbies auront alors carte blanche.

6 Geler l'embauche de fonctionnaires fédéraux

L'administration croît à tous les niveaux de l'État, et ce bien plus rapidement que la population. La Confédération à elle seule crée environ 450 nouveaux postes chaque année. Alors que l'appareil étatique se développe fortement, l'économie privée manque de main-d'œuvre qualifiée. La bureaucratie et la régulation augmentent de plus en plus avec de conséquences néfastes pour les PME, les indépendants, l'agriculture, les grandes entreprises, les communes ainsi que les citoyennes et les citoyens.

Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a récemment calculé que les coûts de la bureaucratie pour les PME suisses s'élèvent désormais à plus de six milliards de francs par an. De plus, l'État ravit la main-d'œuvre qualifiée qui fait cruellement défaut au secteur privé, en leur offrant des contrats avec davantage de vacances, une meilleure prévoyance, une protection accrue contre le licenciement et des primes salariales pouvant atteindre 14 %.

Le PLR veut mettre un terme à cette situation. Il est nécessaire de geler les effectifs de la Confédération et de ses prestataires externes. L'influence des sociétés de conseil proches de la Confédération est devenue trop importante. Même si la Confédération assume de nouvelles tâches, cela ne signifie pas nécessairement que son budget doit continuer d'augmenter. Chaque PME a l'habitude de recruter le personnel nécessaire pour de nouveaux secteurs d'activité et de réduire ses effectifs dans d'autres domaines. Le Conseil fédéral doit définir les tâches non essentielles auxquelles l'État est prêt à renoncer et celles qui peuvent être accomplies plus efficacement grâce à la numérisation.

Vivre mieux.

7 Protéger les avoirs de prévoyance

Pour la plupart des Suissesses et des Suisses, le deuxième pilier représente le plus grand avoir financier. C'est là que mûrissent les fruits de leur travail doublés par les cotisations de l'employeur. Comme la fortune d'une caisse de pension est investie sur plusieurs décennies, l'épargne privée augmente avec le succès des marchés financiers.

Le PS attaque l'épargne individuelle en la qualifiant "d'accumulation insensée de capital". Sous sa pression, un impôt sur la prévoyance vieillesse est prévu par le Conseil fédéral pour imposer les retraits de capitaux à la retraite. L'intention du PS est claire. En 2024, les Jeunes Socialistes l'ont même écrit noir sur blanc dans un papier de position : ils demandent sans détour la suppression du deuxième pilier.

Le PLR continuera de combattre ces attaques contre les avoirs de prévoyance par tous les moyens. Ce printemps, 6'760 citoyennes et citoyens ont utilisé la plateforme de mobilisation participative du PLR pour répondre à la consultation de la Confédération et exprimer leur opposition à ce projet du Conseil fédéral d'imposer les retraits de capitaux. Il ne s'agit pas seulement du fait que ce nouvel impôt sur la prévoyance est contraire au principe de bonne foi. Il s'agit aussi de valeurs. Le droit de se constituer un bas de laine pour ses vieux jours indépendamment de l'Etat fait partie de la liberté de chacune et de chacun. Il est essentiel de pouvoir envisager l'avenir sans soucis financiers et sans dépendre de l'État.

Mèn Candreia (29 ans), enseignant à l'école primaire. Son réveil sonne chaque jour à 06h15, dans le but de transmettre à ses élèves des connaissances, de la curiosité et de la confiance en soi.

8 Permettre l'accès à la propriété pour la classe moyenne

Devenir propriétaire est un rêve que nourrissent de nombreux citoyennes et citoyens de ce pays. Pour le PLR, celles et ceux qui travaillent dur et économisent doivent pouvoir réaliser ce rêve. Nous nous battons pour que l'accès au logement soit à nouveau possible et encouragé pour les jeunes familles et la classe moyenne. C'est exactement ce que prévoit la Constitution fédérale (art. 108).

La clé réside dans l'accélération de la construction de logements. Le logement est sans doute le secteur où les citoyennes et les citoyens ressentent aussi directement la charge bureaucratique, celle-ci empêchant la construction d'un nombre suffisant de nouvelles habitations. La réglementation excessive doit être réduite, les procédures doivent être accélérées et le droit de la construction doit être simplifié. Comme l'on ne construit pas assez et que la demande augmente, les loyers ainsi que les prix à la vente explosent. Il y a suffisamment de potentiel, même sans nouvelles constructions en pleine campagne. Les bâtiments existants peuvent être surélevés, les bureaux et les surfaces commerciales vides peuvent être réaffectés. Faisons à nouveau preuve de bon sens et de pragmatisme. Il ne doit pas s'écouler plus d'un an entre la planification et le premier coup de pioche d'un nouveau logement. Les procédures d'opposition doivent être accélérées. Enfin, la protection excessive des monuments et du patrimoine doit être assouplie sans quoi les prix des logements continueront d'augmenter significativement.

9 Un filet social pour les plus faibles

Fort heureusement, la misère, la faim et l'extrême pauvreté sont pratiquement inconnues en Suisse. Notre filet social pour les plus faibles fonctionne et nous pouvons en être fiers. Chaque année, plus de 23 milliards de francs sont consacrés à l'aide sociale, aux prestations complémentaires, aux réductions de primes et aux rentes d'invalidité. Le PLR tient à ces prestations sociales.

Ces prestations ont toutefois un coût. La Suisse peut se permettre de telles dépenses, car elle est attractive pour les entreprises qui réussissent à l'international. Une fiscalité relativement basse, une réglementation raisonnable et un marché du travail libéral ainsi que la formation duale et la recherche fondamentale et l'innovation attirent des entreprises qui remplissent les caisses de l'Etat. Même celles et ceux qui ne reçoivent pas d'aide en profitent. Preuve en est, les salaires d'une éducatrice de l'enfance ou d'un ouvrier du bâtiment sont beaucoup plus élevés en Suisse que dans les pays voisins. La productivité élevée dans des secteurs clés comme l'industrie pharmaceutique, les technologies médicales, la chimie, l'industrie des machines, l'horlogerie ou les services financiers est le moteur de la prospérité suisse. Pour que cela reste ainsi, il faut abolir les obstacles idéologiques et les tabous (génie génétique, énergie nucléaire, 5G). Il faut privilégier la liberté de recherche plutôt que la bureaucratie, l'ouverture technologique plutôt que les interdictions et l'esprit entrepreneurial plutôt que la politique industrielle planifiée.

En ce qui concerne les conditions-cadres pour les entreprises internationales, la Suisse a pris du retard. La première mesure à prendre consiste à réexaminer l'impôt minimum de l'OCDE. La Suisse a introduit cet impôt il y a un an, dans l'espoir que de nombreux autres pays lui emboîteraient le pas. Cela ne s'est pas produit. Si l'impôt minimum de l'OCDE ou un modèle équivalent ne s'est pas imposé auprès de nos principaux partenaires commerciaux d'ici cinq ans, la Suisse devra s'en retirer. Notre prospérité, nos emplois et notre filet social en dépendent.

Mathilde Maillard, 31 ans, avocate. Sa journée commence dès 7h00 pour répondre aux demandes de ses clients et défendre leurs intérêts. Dans un système juridique et administratif toujours plus complexe, elle cherche à trouver des solutions efficaces et pragmatiques.

Didi Demarmels (30 ans), chef d'une entreprise de transports. Ses journées de travail commencent à 05h30. Ce n'est que lorsque tous les trajets du jour ont été effectués et que les camions sont parqués que lui et son équipe rentrent à la maison.